

Transport : manifestation européenne à Bruxelles, le 28 mars



Le 28 mars 2011, la Commission Européenne publiait un Livre Blanc sur les transports (« feuille de route pour une zone unique de transport en Europe ») demandant la généralisation de « l'ouverture du marché ».

Le 28 mars 2012, des syndicats de Grande-Bretagne, d'Espagne, du Portugal, de Hongrie, d'Italie, d'Irlande, de Belgique, de Chypre, de Turquie, de France, du Pays basque, d'Irlande appellent ensemble à un rassemblement à Bruxelles pour dire « **non à la privatisation, oui à la socialisation** ».

Extraits de l'appel international

Les transports publics sont abandonnés, en faveur d'entreprises privées pour lesquelles le profit devient l'unique critère. Plus cher, moins efficace pour les citoyen-ne-s que le transport public, le secteur privé s'étend, et fait régner l'avidité, la domination des intérêts financiers et le profit, même s'il faut pour cela détruire les emplois, les services de transport public [...] La privatisation du transport et des autres biens communs est une demande centrale de la troïka constituée par le FMI, l'UE et la BCE pour imposer l'austérité et le programme de privatisation massif en Grèce et au Portugal, ainsi que le transfert des actifs des banques britanniques, françaises et allemandes [...]

Nous appelons [...] à coordonner les actions de solidarité avec les travailleurs/ses des transports et les syndicats qui luttent contre les conséquences du dumping social européen, à défendre les droits travailleurs/ses, les droits syndicaux et de négociation collective nationale [...] nous exigeons que les infrastructures nationales et les services de transport soient propriété publique, gérés et entretenus par les Pouvoirs Publics qui doivent rendre compte devant les citoyen-ne-s.

Cette action est menée par des organisations syndicales dont certaines sont membres de la **Confédération Européenne des Syndicats** (RMT, CGSP,...), d'autres adhérentes à la **Fédération Syndicale Mondiale** (CGTP, USB,...), d'autres encore font partie du **réseau européen des syndicats alternatifset de base** (CGT-e, Solidaires,...). Cette unité, ce refus du sectarisme, portés par ces organisations syndicales aux histoires forts différentes est un espoir pour l'avenir.

Grèce : solidarité avec le peuple grec, non à l'Europe de l'austérité

L'union syndicale Solidaires a appelé aux manifestations de solidarité avec le peuple grec et était représentée dans la délégation de mouvements sociaux français présente en Grèce fin février.

En affirmant notre solidarité avec le peuple grec, il s'agit de dénoncer et de refuser les politiques d'austérité imposées aux peuples d'Europe qui conduisent à une récession généralisée, dont les conséquences sociales se font déjà lourdement sentir (chômage, pauvreté, précarité...). Le peuple grec subit plan d'austérité pendant que les richesses des classes dominantes continuent d'être épargnées.



La Troïka (FMI – Banque centrale européenne - Commission Européenne) et les dirigeants grecs, veulent mettre à genoux le peuple grec pour mieux protéger les intérêts des banques et sauvegarder le système économique et financier qui a engendré la crise actuelle. **Le nouveau traité européen obligeant à introduire la « règle d'or » dans les constitutions nationales est aux antipodes de l'Europe que nous voulons, celle de la solidarité, de la coopération et de la priorité à donner aux droits fondamentaux pour toutes et tous.** Cette « règle d'or » vise à déposséder les peuples de tout débat démocratique sur les choix alternatifs en matière économique, financière et sociale.

Europe : mi-mai, on va bloquer la Banque Centrale Européenne !

Plus de 300 personnes, dont une délégation de l'Union syndicale Solidaires, se sont retrouvées à Francfort, du 24 au 26 février, pour décider une manifestation européenne contre les politiques d'austérité imposées par la Banque Centrale Européenne, la Commission Européenne, le Fonds Monétaire International, et les gouvernements.

A Francfort, se trouve le siège de la BCE : ce sera la cible symbolique des trois jours de rassemblements et manifestations du 17 au 19 mai. L'appel adopté lors de la réunion de fin février insiste sur la nécessité d'intégrer dans la préparation de ces journées, les organisations syndicales, les mouvements du type « indigné-es » ou « Occupy », les associations altermondialistes, les mouvements écologiques, pacifistes, antiracistes, etc. L'Union syndicale Solidaires sera de la partie.

www.european-resistance.org

Tunisie : solidarité internationale avec les syndicalistes de l'UGTT

L'Union Générale des Travailleurs de Tunisie (UGTT), qui avait joué un rôle décisif dans la chute de Ben Ali, subit en ce moment des attaques de grande ampleur. Certains de ses locaux ont été violemment attaqués ou souillés par des dépôts d'ordures. Sa section locale de Feriana a, par exemple, été partiellement incendiée. Ces actes criminels rappellent les pires moments de la dictature. Ils visent notamment à intimider les mouvements sociaux qui se développent pour la création d'emplois permanents, l'éradication des emplois précaires et la lutte contre la flambée des prix. Ils s'inscrivent également dans la campagne hargneuse menée contre les agents municipaux exerçant leur droit constitutionnel à faire grève. En France, CGT, CFDT, UNSA, Solidaires, FSU, CNT, de nombreuses associations, des organisations politiques, se sont engagés ensemble dans le soutien à l'UGTT, en soutenant un meeting unitaire organisé en solidarité.

Les attaques contre la centrale syndicale ont commencé à la suite de la grève générale des agents municipaux, par des dépôts d'immondices devant les locaux syndicaux puis par des tentatives d'incendie, de mise à sac et de dégradations des sièges des sections locales et régionale de Feriana, Le Kef, Kairouan, Monastir et Menzel Bouzelfa.

L'UGTT a dénoncé ces dérives et a « averti contre les dangers de monter l'opinion publique contre l'U.G.T.T. par **certaines parties au pouvoir qui visent à instaurer une nouvelle dictature dans le pays et à tous les niveaux** ». Ces attaques constituent une mise en cause du droit de grève - droit constitutionnel - et de la lutte des travailleurs/ses pour l'amélioration de leur condition et en vue de la satisfaction de leurs revendications légitimes.

Comme elle l'a fait par le passé, et notamment au moment des procès de Gafsa, **l'Union syndicale Solidaires apporte son entière solidarité aux militantes et militants de l'UGTT en lutte pour la démocratie et la satisfaction des revendications.** Nous avons eu l'occasion de redire notre soutien, à l'occasion d'une rencontre entre une délégation de notre Bureau national et le secrétaire général adjoint de l'UGTT, le 1^{er} mars.

Ces attaques contre l'UGTT font partie d'un processus et ont été précédées par des campagnes médiatiques de déstabilisation subies par la centrale syndicale depuis le 14 janvier 2011 et des agressions répétées des journalistes, des médias, d'universitaires, des intellectuels, des organisations démocratiques et de mise en cause du droit de manifestation. Cela montre la volonté délibérée des forces de la contre révolution de saboter le processus démocratique issue de la révolution tunisienne et de mettre en cause les acquis du peuple tunisien.

www.ugtt.org.tn

Pays basque : condamnons les banquiers, pas les syndicalistes !

En septembre 2010, dans le cadre d'une action internationale de la Fédération Syndicale Mondiale, des militant-es de LAB ont pacifiquement occupé une banque Santander au Pays basque. L'action visait à dénoncer le rôle des banques et des banquiers dans la crise organisée au sein du système capitaliste.



Durant des années, les banquiers se sont enrichis notamment en confisquant pour leurs intérêts privés des biens communs ; lorsque le système s'est grippé, les Etats ont rapidement trouvé les fonds nécessaires pour renflouer les banques ... et une fois remises à flot, celles-ci ont, sans tarder, repris leur rôle consistant à pressurer les peuples, exigeant que nous « remboursions » une dette qui n'est pas nôtre !

Grève générale le 29 mars

Les syndicats basques ELA, LAB, ESK, STEE-EILAS et EHNE appellent à une nouvelle journée de grève générale le 29 mars, contre le plan gouvernemental de saignée des travailleurs/ses. Ce sera le quatrième mouvement ce type au Pays basque depuis le début de la crise du système capitalisme.

Sept syndicalistes de LAB sont poursuivi-es pour avoir participé à cette action symbolique. L'Union syndicale Solidaires leur renouvelle son soutien, face aux tribunaux saisis par les défenseurs de « l'ordre » établi, « l'ordre » qui socialise les pertes et privatise les profits !

www.labsindikatu.org

Syrie : manifestations de soutien, le 17 mars

Avec diverses organisations associatives, syndicales, et politiques, l'Union syndicale Solidaires) appelle à des manifestations le samedi 17 mars, pour le premier anniversaire de la révolution syrienne.

Le 15 mars 2012, cela fait une année que le peuple syrien n'a cessé de manifester pour revendiquer la liberté et la dignité. Le régime, pour garder le pouvoir a répondu par les bombardements, les missiles, les hélicoptères, l'utilisation de mortiers, et les attaques de tanks : le nombre de victimes civiles approche les 10 000 morts (on est arrivé le 1^{er} mars à plus de 9 799 victimes, 701 enfants martyrs, 422 morts sous la torture, dont des enfants) et on ne compte plus les blessé-es, prisonnier-es, torturé-es, disparu-es et réfugié-es.



Des villes entières comme Homs sont bombardées sans relâche. Des quartiers comme Baba Amr ont été littéralement rasés par les bombardements. Le 1^{er} mars, leurs habitant-es ont été encerclé-es et exposé-es à la sauvagerie de la 4^{ème} division de l'armée. Des journalistes sont spécifiquement visé-es pour faire taire la réalité de l'oppression. Après Gilles Jacquier, ce sont trois journalistes (Rémi Ochlik français, Marie Colvin américaine et Rami Al-Sayed syrien) qui ont récemment été tué-es. D'autres ont été blessé-es dont certain-es grièvement. Rien ne semble vouloir arrêter la machine de mort de l'armée d'Assad.

Malgré la violence et l'inhumanité de la répression, le peuple syrien continue courageusement de manifester pour préserver, contre la barbarie, l'esprit non violent de sa révolution et pour revendiquer ses droits confisqués depuis maintenant plus de 40 ans par une mafia familiale sanguinaire. Pendant un an, les syrien-nes ont été bien seul-es dans leur résistance face à l'oppression quand d'autres continuent à vouloir soumettre le sort du peuple syrien aux intérêts géopolitiques de telles ou telles nations.

Aujourd'hui, en cet anniversaire de la révolution syrienne qui, sous les yeux du monde entier, s'est voulue résolument pacifique, **montrons au peuple syrien qu'il n'est plus seul dans sa lutte, que partout dans le monde, des femmes et des hommes sont solidaires avec la lutte universelle qu'il mène pour son droit à l'auto-détermination**, son droit de choisir ses dirigeant-es, son droit de vivre dans un État de droit, son droit à la liberté et à la dignité. Le Samedi 17 mars, deux jours après l'anniversaire du déclenchement de la révolution syrienne, manifestons tous ensemble notre solidarité active avec la résistance du peuple syrien et notre exigence du droit des peuples à l'autodétermination.

Egypte : Solidaires avec Kamal Abbas et pour la liberté syndicale



Kamal Abbas, coordinateur général du CTUWS (mouvement qui participe à la création du syndicalisme indépendant en Egypte depuis plusieurs années, y compris sous l'ère Moubarak) vient d'être condamné à six mois de prison. Le soit disant « crime » dont il est accusé, est d'avoir dénoncé la présence de représentants du syndicat « officiel » corrompu (ETUF) lors de la conférence de l'Organisation Internationale du Travail, à Genève en juin 2011. Interrompant le discours du président par intérim de l'ETUF, il lui a publiquement dénié le droit de parler au nom des travailleurs/ses d'Egypte alors que ce « syndicat » a toujours collaboré avec le régime de Moubarak, et combattu toutes formes de syndicalisme autonome. Il est ainsi condamné pour avoir « insulté un agent public » !

Kamal Abbas a exercé un droit reconnu par les conventions internationales dont l'Egypte est signataire : la liberté d'exprimer son opinion. La Constitution égyptienne elle-même, déclare que « la liberté d'opinion est garantie, et chacun a le droit d'exprimer son opinion et de la rendre publique de façon orale, écrite, par le biais de photographies, ou par tout autre moyen d'expression dans les limites de la loi (...) ».

Mr Ismail Ibrahim Fahmy a participé à la conférence de l'OIT en tant que Président par intérim de la Fédération syndicale égyptienne (ETUF). D'une part, expliquer aujourd'hui que Mr Ismail Ibrahim Fahmy était à Genève en tant que « agent public » serait une violation de la Convention internationale de non ingérence des Etats dans le droit des travailleurs/ses à s'organiser. D'autre part, expliquer aujourd'hui que Mr Ismail Ibrahim Fahmy était à Genève en tant que « agent public » prouverait que **les représentants du CTUWS et de l'EFITU avaient parfaitement raison de contester à Mr Ismail Ibrahim Fahmy le droit de prendre la parole en tant que représentant des travailleurs/ses.**

Pour ces deux raisons, **il est inadmissible que Kamal Abbas soit condamné pour « insulte à un agent public ».** Il est, par ailleurs, absurde de condamner quelqu'un pour avoir dit la vérité : Mr Ismail Ibrahim Fahmy ne pouvait pas participer à la Conférence de l'OIT à la fois comme représentant de l'Etat (agent public) et comme représentant des travailleurs/ses.

www.ctuws.com

Espagne : quelles réponses aux attaques patronales ?

La CGT-e organise mi-mars un congrès extraordinaire pour décider d'une grève générale dans l'Etat espagnol. C'est la suite d'une campagne menée depuis des mois, avec une recherche d'unité avec d'autres syndicats qui s'avère assez compliquée. Les appels lancés avec la CNT et Solidaridad Obrera ne permettent d'agréger dans la dynamique que des organisations aux forces assez faibles. D'autres organisations (Confederacion Intersindical, IAC, etc.) préparent aussi une journée de grève mais cela tarde à déboucher sur un appel unitaire.

Le dernier plan gouvernemental accroît encore les attaques contre les droits des travailleurs/ses. Il fait suite à un accord signé fin janvier par le Patronat, les Commissions Ouvrières et l'UGT. Ces signatures syndicales sont une trahison pour les salarié-es : accords d'entreprise pouvant déroger au droit du travail, rigueur salarial, flexibilité accrue, licenciements encore plus faciles, chômage plus mal indemnisé, ... Ces syndicats s'inscrivent dans la politique consistant à vouloir faire croire aux travailleurs/ses qu'ils et elles sont responsables de la crise !



Confrontés au gouvernement qui entend bien utiliser le rapport de force ainsi créé, mais aussi à une base qui exprime parfois sa réprobation devant les attaques successives, CCOO et UGT envisagent désormais une ... grève générale. Assistera-t-on à une démonstration hypocrite de syndicats qui ont cautionné ce qui s'applique dorénavant ? **Les syndicats alternatifs pourront-ils se saisir de cette situation pour poser les vraies questions, pointer les responsabilités, créer un mouvement d'ampleur ?** Les prochaines semaines seront importantes pour l'avenir des salarié-es et du mouvement syndical dans l'Etat espagnol.

www.cgt.org.es www.intersindical.es

Bénin : vie chère, droits bafoués, engagements non tenus, ...



Le 15 février, la Confédération Syndicale des Travailleurs du Bénin organisait une marche, suivie d'un sit-in devant le ministère des Finances. Les manifestant-es ont dénoncé les **pertes de pouvoir d'achat, les remises en cause du droit de grève, le non-respect par le gouvernement de divers engagements pris**, ... le dernier point de la plateforme revendicative porte sur le paiement à une catégorie de travailleurs/ses d'arriérés de salaire sur 18 mois. C'est la suite de plusieurs mobilisations sectorielles, comme celle des enseignant-es qui dure depuis deux mois. Face à leur détermination, le gouvernement menace désormais de suspendre les salaires et de radier les grévistes !

Le 24 février, l'intersyndicale confédérale rencontrait le gouvernement, pour évoquer les promesses non tenues vis-à-vis des enseignant-es. **A la sortie de la réunion, l'intersyndical envisageait une grève interprofessionnelle.**

Iran : meeting unitaire de soutien aux travailleurs/ses

En Iran, les travailleurs/ses sont privé-es de libertés essentielles : le droit de faire grève, de manifester, de constituer des organisations syndicales. Accusé-es d'avoir enfreint ces interdictions, des milliers de salarié-es sont arrêté-es, et beaucoup sont jeté-es en prison.

CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA organisent une réunion publique, le 16 mars à la Bourse du travail de Paris pour mieux connaître la situation sur place, à partir de témoignages provenant d'Iran, ainsi qu'en donnant la parole à des militant-es du monde du travail iranien. Elle permettra également d'exprimer la solidarité des syndicalistes français.

www.iran-echo.com/index.html www.iranenlutte.wordpress.com



Allemagne : la grève de l'aéroport de Francfort

A l'aéroport de Francfort, le personnel d'entreprises sous-traitantes, soutenu par le syndicat GdF, s'est mis en grève pour des revendications exprimées depuis bien longtemps. Le principal syndicat du secteur (VERDI) a refusé de soutenir les grévistes, ouvrant la voie à une condamnation de la grève par « le tribunal du travail ». **Gouvernement, patronat et « syndicat officiel », s'entendent pour tenter d'interdire aux salarié-es de choisir le syndicat de leur choix, pour leur dénier le droit de faire grève !** Solidaires a transmis un message de soutien aux grévistes. Quelques jours plus tard, les mêmes conditions de travail et salaires étaient à l'origine d'un débrayage des salarié-es de l'aéroport de Berlin, soutenu-es cette fois par VERDI.